

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 1276

[C - 99/27331]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant les modifications aux statuts
de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, modifié par les décrets du 8 février 1996 et du 2 février 1999;

Vu les statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, adoptés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 1994 et ses modifications, approuvées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 1996, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 déterminant les modalités d'intervention de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures sur le périmètre fixé par l'A8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mars 1998;

Considérant que le 8 janvier 1999, le conseil d'administration a proposé des modifications statutaires;

Considérant que le 26 février 1999, l'assemblée générale de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures a décidé de modifier les statuts de cette société;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les modifications aux statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures décidées par l'assemblée générale du 26 février 1999 et dont le texte figure en annexe.

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

Modifications statutaires

Article 1^{er}. L'article 2 des statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures tels qu'annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 1996 approuvant les modifications aux statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La société a pour objet de réaliser la mission qui lui est impartie par l'article 2 du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par les décrets du 8 février 1996 et du 2 février 1999.

L'entretien des infrastructures consiste à assurer la conservation, la viabilité et le bon état de celles-ci.

L'exploitation des infrastructures consiste à les mettre et à les maintenir à la disposition des usagers.

La société peut agir en son nom et pour compte de la Région wallonne en tant que commissionnaire pour l'exécution d'aménagements et d'équipements déterminés par le Gouvernement wallon. »

Art. 2. L'article 4, § 1^{er}, des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Le capital social est fixé à 12 milliards 995 millions de francs et se décompose de la manière suivante :

1° les titres de capital nominatifs représentatifs du capital de la catégorie A pour un montant de 12 milliards 720 millions, sans droit de vote ni participation aux bénéfices, intégralement souscrits par la Région et incessibles;

2° les titres de capital nominatifs représentatifs du capital de la catégorie B pour un montant de 275 millions, souscrits et intégralement libérés à concurrence de 165 millions de francs de la Région et de 110 millions de francs par les personnes habilitées par le Gouvernement. Ces titres de capital ne sont cessibles que moyennant l'accord du Gouvernement à des personnes autorisées par lui. Pour les besoins de l'application de l'article 12, le capital de la catégorie B est divisé en 550 titres de 500 000 francs. »

Art. 3. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 1, des mêmes statuts, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 5. § 1^{er}. La société est administrée par un Conseil comprenant douze membres nommés par le Gouvernement et révoqués par lui. Sept au moins représentent la Région, cinq au plus sont désignés sur proposition des autres titulaires des titres de la catégorie B. »

Art. 4. L'article 8 des mêmes statuts est complété par le tiret suivant :

« - assure la perception des recettes visées à l'article 11 du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par le décret du 2 février 1999. »

Art. 5. L'article 11 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Les recettes de la société sont constituées :

1° de toutes les recettes propres générées par l'activité de la société, notamment les recettes résultant des dispositions de l'article 8bis du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par le décret du 2 février 1999;

2° du produit des opérations financières visées à l'article 3 du même décret;

3° d'interventions financières exceptionnelles à charge du budget de la Région.

§ 2. La société perçoit des recettes en contrepartie de l'octroi du droit d'accéder aux voies de communication qu'elle a financées et aux ouvrages d'art qui s'y rattachent, et du droit de les utiliser.

Le montant des recettes visées au § 2, alinéa 1^{er}, est déterminé par le Gouvernement sur la proposition du Conseil d'Administration de la société en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic, la catégorie du moyen de transport utilisé et la distance parcourue.

Le Gouvernement peut décider que les droits précités sont perçus sous la forme de péages à charge de la Région pour compte des utilisateurs. Dans ce cas, les modalités de perception des péages sont déterminées par une convention conclue entre le Gouvernement et la société. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 approuvant la modification des statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (SOFICO)

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 1276

[C - 99/27331]

4. MÄRZ 1999 - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures» (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures», abgeändert durch die Dekrete vom 8. Februar 1996 und vom 2. Februar 1999;

Aufgrund der Satzungen der «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures», verabschiedet durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. September 1994, in seiner abgeänderten Fassung, genehmigt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. März 1996, insbesondere des Artikels 12;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Bestimmung der Modalitäten für Beteiligungen der «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures» in dem von der A8 festgelegten Umkreis;

Aufgrund des am 24. März 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In der Erwägung, daß der Verwaltungsrat am 8. Januar 1999 Abänderungen der Satzungen vorgeschlagen hat;

In der Erwägung, daß die in Generalversammlung tagende «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures» am 26. Februar 1999 beschlossen hat, ihre Satzungen abzuändern;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die von der am 26. Februar 1999 in Generalversammlung tagenden «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures» beschlossenen Abänderungen der Satzungen, deren Wortlaut die Anlage des vorliegenden Erlasses bildet.

Art. 2 - Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Dekret wird am 1. Januar 1999 wirksam.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage

Satzungsmäßige Abänderungen

Artikel 1 - Artikel 2 der Satzungen der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures", die dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. März 1996 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" beiliegen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, die Aufgabe zu erfüllen, die ihr durch Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994, in seiner durch die Dekrete vom 8. Februar 1996 und vom 2. Februar 1999 abgeänderten Fassung, übertragen wurde.

Die Wartung der Infrastrukturen besteht darin, deren Instandhaltung, Lebensfähigkeit und guten Zustand dieser Infrastrukturen zu sichern.

Der Betrieb der Infrastrukturen besteht darin, diese Infrastrukturen den Benutzern zur Verfügung zu stellen und zu halten.

Die Gesellschaft kann in ihrem Namen und auf Rechnung der Wallonischen Region als Kommissionär für die Ausführung von Ausrüstungen und Ausstattungen, die von der Wallonischen Regierung festgelegt werden, handeln.»

Art. 2 - Artikel 4, § 1 der genannten Satzungen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Das Gesellschaftskapital wird auf 12 Milliarden, 995 Millionen BEF festgesetzt und setzt sich folgendermaßen zusammen:

1° Namenskapitalanteile, die das Kapital der Kategorie A bilden, für einen Betrag von 12 Milliarden 720 Millionen BEF, ohne Stimmrecht und ohne Gewinnbeteiligung, im gesamten Umfang ausschließlich von der Region gezeichnet und nicht übertragbar.

2° Namenskapitalanteile, die das Kapital der Kategorie B bilden, für einen Betrag von 275 Millionen, gezeichnet und vollständig eingezahlt in Höhe von 165 Millionen BEF von der Region und in Höhe von 110 Millionen BEF von Personen, die von der Regierung ermächtigt wurden. Diese Kapitalanteile dürfen nur mit Zustimmung der Regierung an von ihr ermächtigte Personen übertragen werden. Für die Bedürfnisse der Anwendung von Artikel 12, wird das Kapital der Kategorie B in 550 Anteile von 500.000 BEF eingeteilt.»

Art. 3 - Artikel 5, § 1, Absatz 1 der genannten Satzungen wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Art. 5 - § 1. Die Gesellschaft wird von einem Rat verwaltet, der aus zwölf Mitgliedern besteht, die von der Regierung ernannt und abberufen werden. Mindestens sieben Mitglieder vertreten die Region, höchstens fünf Mitglieder werden auf Vorschlag der anderen Inhaber der Anteile der Kategorie B bezeichnet.»

Art. 4 - Artikel 8 der genannten Satzungen wird durch den folgenden Strich ergänzt:

«- sorgt für das Einziehen der Einnahmen, die in Artikel 11 des Dekrets vom 10. März 1994, in seiner durch das Dekret vom 2. Februar 1999 abgeänderten Fassung, erwähnt sind.»

Art. 5 - Artikel 11 der genannten Satzungen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - § 1. Die Gesellschaft bezieht ihre Mittel aus:

1° allen eigenen Einnahmen, die bei der Tätigkeit der Gesellschaft entstehen, insbesondere denjenigen, die sich aus den Bestimmungen des Artikels 8bis des Dekrets vom 10. März 1994, in seiner durch das Dekret vom 2. Februar 1999 abgeänderten Fassung, ergeben;

2° dem Ertrag der in Artikel 3 desselben Dekrets angeführten Finanzoperationen;

3° den außergewöhnlichen Finanzbeteiligungen zu Lasten des Haushalts der Region.

§ 2. Als Gegenleistung für die Gewährung des Rechts auf den Zugang zu den von ihr finanzierten Verkehrsverbindungen, den dazugehörigen Kunstbauwerken und für deren Benutzungsrecht, zieht die Gesellschaft Einnahmen ein.

Der Betrag der in § 2, Absatz 1 genannten Einnahmen wird von der Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft festgelegt, unter Berücksichtigung jeglicher wirtschaftlichen Kriterien, die je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen festgelegt werden, insbesondere der Verkehrsdichte, der Kategorie des benutzten Transportmittels und der abgelegten Entfernung.

Die Regierung kann beschließen, daß die vorgenannten Rechte in der Form von zu Lasten der Region für die Benutzer anfallenden Benutzungsgebühren bezogen werden. In diesem Fall werden die Modalitäten der Gebührenerhebung durch ein zwischen der Regierung und der Gesellschaft abgeschlossenes Abkommen geregelt.»

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der «Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures» (SOFICO) beigefügt zu werden.
Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 1276

[C - 99/27331]

4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijziging van de statuten van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures), gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1996 en 2 februari 1999;

Gelet op de statuten van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures », goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 september 1994, en op hun wijzigingen, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 1996, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot bepaling van de tussenkomstmodaliteiten van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures) binnen de door de A8 gevormde omtrek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 1998;

Overwegende dat op 8 januari 1999 de raad van bestuur wijzigingen van de statuten voorgesteld heeft;

Overwegende dat op 26 februari 1999 de algemene vergadering van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures » besloten heeft de statuten van deze maatschappij te wijzigen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering keurt de wijzigingen goed van de statuten van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures », besloten door de algemene vergadering van 26 februari 1999 en waarvan de tekst in bijlage staat.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Bijlage

Wijziging van de statuten

Artikel 1. Artikel 2 van de statuten van de « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures », zoals gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 1996 tot goedkeuring van de wijziging in de statuten van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. De maatschappij heeft tot doel de opdracht te vervullen die haar is toevertrouwd overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1996 en 2 februari 1999.

Het onderhoud van de infrastructures wordt verzekerd met het oog op hun duurzaamheid, hun bruikbaarheid en hun goede toestand.

De exploitatie van de infrastructures bestaat erin ze ter beschikking van de gebruikers te stellen en te houden.

De maatschappij kan handelen in haar eigen naam en voor rekening van het Waalse Gewest in de hoedanigheid van commissionair voor de uitvoering van door de Waalse Regering bepaalde inrichtingen en uitrustingen."

Art. 2. Artikel 4, § 1 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt 12 miljard 995 miljoen frank en bestaat uit :

1° kapitaalaandelen op naam die het kapitaal van categorie A vormen voor een bedrag van 12 miljard 720 miljoen frank, zonder stemrecht noch aandeel in de winst, waar het Waalse Gewest volledig op ingetekend heeft en niet overdraagbaar zijn;

2° kapitaalaandelen op naam die het kapitaal van categorie B vormen voor een bedrag van 275 miljoen frank, waarop werd ingetekend en die volledig worden volgestort ten belope van 165 miljoen frank door het Gewest, en van 110 miljoen frank door de door de Regering gemachtigde personen. Deze kapitaalaandelen kunnen enkel met instemming van de Regering aan door haar gemachtigde personen overgedragen worden. Voor de toepassing van artikel 12 wordt het kapitaal van categorie B in 550 aandelen van 500 000 frank ingedeeld."

Art. 3. Artikel 5, § 1 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. De maatschappij wordt beheerd door een raad bestaande uit twaalf leden die de Regering aanstelt en ontslaat. Minstens zeven vertegenwoordigen het Gewest en hoogstens vijf worden aangesteld op voordracht van de andere aandeelhouders van categorie B."

Art. 4. Artikel 8 van dezelfde statuten wordt aangevuld met volgende streepje :

« - waarneemt de inning van de ontvangsten bedoeld in artikel 11 van het decreet van 10 maart 1994, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 1999."

Art. 5. Artikel 11 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. De ontvangsten van de maatschappij bestaan uit :

1° alle eigen ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de maatschappij, met name de ontvangsten ten gevolge van de bepalingen van artikel 8bis van het decreet van 10 maart 1994, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 1999;

2° de opbrengst van de financiële verrichtingen bedoeld in artikel 3 van hetzelfde decreet;

3° uitzonderlijke financiële tegemoetkomingen ten laste van de begroting van het Gewest.

§ 2. De maatschappij ontvangt inkomsten als tegenprestatie voor de toekenning van het toegangsrecht tot de communicatiewegen die zij gefinancierd heeft en tot de eraan verbonden kunstwerken en van het recht ze te gebruiken.

Het bedrag van de in § 2, 1e lid, bedoelde inkomsten wordt bepaald door de Regering op de voordracht van de raad van bestuur van de maatschappij, rekening houdende met maatstaven van economische aard vastgesteld volgens de aard van de aan de maatschappij toevertrouwde infrastructures, met name de concentratie van het verkeer, de categorie van het gebruikte vervoermiddel en de afgelegde afstand.

De Regering kan beslissen dat voormelde inkomsten geïnd worden onder de vorm van tol ten laste van de Regering voor rekening van de gebruikers. In dit geval worden de inningsmodaliteiten van de tol vastgelegd in een overeenkomst tussen de Regering en de maatschappij."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot goedkeuring van de wijziging van de statuten van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures) (SOFICO).

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE